



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

13PA03475

04 SEP. 2013

Paris, le

La ministre de l'enseignement supérieur et de la
recherche

à

Monsieur le président de la cour administrative
d'appel de Paris

Secrétariat général

Direction
des affaires juridiques

Sous-direction
des affaires juridiques, de
l'enseignement supérieur et
de la recherche

Bureau
des affaires contentieuses
de l'enseignement supérieur
et de la recherche

DAJ/B2/FG/ n°

0296

Affaire suivie par
Florence Gayet
Téléphone
01 55 55 02 61
Télécopie
01 55 55 02 71
Courriel
florence.gayet
@education.gouv.fr

110 rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

Objet : requête en appel contre le jugement n° 1012456 rendu le 2 juillet 2013 par le tribunal administratif de Paris.

J'ai l'honneur de former une requête en appel contre le jugement du 2 juillet 2013 mentionné en objet, notifié le 4 juillet 2013 par courrier en date du 2 juillet 2013 (PJ n° 1).

I. Les faits

Par arrêté du 28 avril 2010, le préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, a délivré à la société Unicité, devenue Udicité depuis septembre 2010, partenaire privé de l'université Paris-VII, un permis de construire (PC) (PJ n° 2), enregistré sous le n° PC 075-113-09-P0050, en vue de la réalisation d'un bâtiment universitaire sur l'îlot M5B2 de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Paris Rive Gauche. Ce bâtiment a été classé - en application de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) -, ERP de type R (établissements d'enseignement) de 1^{ère} catégorie. Conformément à la demande déposée par la société Udicité, le 5 août 2009, l'établissement comporte, outre les locaux accessibles au public, les niveaux rez-de-chaussée (RDC) et les étages R+1 à R+3, des locaux non accessibles au public, les étages R-1 à R-3 et R+4 à R+8.

Le projet immobilier a préalablement été soumis, pour avis, à l'examen de la commission départementale de sécurité présidée par le préfet de police, en vertu des dispositions de l'article R. 123-15 du code de la construction et de l'habitation (CCH) applicable aux projets de construction des établissements relevant de personnes de droit public n'ayant pas le caractère d'établissements publics à caractère industriel et commercial. La commission, qui s'est également prononcée dans le cadre de l'examen spécial prévu au 2^{ème} alinéa du

§ 2 de l'article GE 1 de l'arrêté du 25 juin 1980 relatif aux locaux non accessibles au public, a rendu un avis favorable le 19 avril 2010 « *sous réserve de l'observation des mesures prescrites (...)* » (PJ n° 2).

Il sera précisé que, lors de la réception du bâtiment le 6 septembre 2012, la commission de sécurité, en conformité avec les rapports de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du service des architectes de sécurité, a attesté de la conformité du bâtiment à la réglementation relative à la sécurité et à l'accessibilité des ERP.

Sur requête formée par le Comité Anti-Amiante Jussieu et autres, le tribunal administratif de Paris a annulé l'arrêté du 28 avril 2010 par jugement n° 1012456 rendu le 2 juillet 2013.

C'est le jugement attaqué.

II. Discussion

1. Le bâtiment M5B2 est, dans son intégralité, un établissement recevant du public (ERP).

Aux termes de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, « *constituent des établissements recevant du public tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non* ».

Il convient d'insister sur la circonstance que les bâtiments universitaires répondent à cette définition et sont donc régis, **dans leur intégralité**, c'est-à-dire pour l'ensemble des locaux et des niveaux qui les composent, par la réglementation relative aux ERP.

Si, en l'espèce, la notice de sécurité a qualifié certains étages de « locaux code du travail », il s'agit en réalité d'une maladresse rédactionnelle, qui ne remet pas en cause l'application des dispositions relatives aux ERP à tous les niveaux de ce bâtiment.

Ainsi, l'administration, contrairement à ce que semble avoir estimé le juge de première instance, n'a eu aucune volonté de soustraire certains étages au respect général de la réglementation applicable aux ERP.

2. Au sein de ce bâtiment se trouvent des locaux non accessibles au public, les étages R-1 à R-3 et R+4 à R+8.

Le fait que l'ensemble du bâtiment soit qualifié d'ERP – et donc soumis à la réglementation qui s'y applique – n'exclut pas que certains de ses niveaux soient « non accessibles au public ».

Nombre d'ERP, et notamment des universités, fonctionnent, en effet, dans des conditions similaires, comportant dans un même bâtiment des locaux non accessibles au public (bureaux, administration...) et des locaux accessibles au public.

C'est le cas, à titre d'illustration, d'autres bâtiments du campus de l'université Paris-VII, de la tour Necker de l'université Paris-V, du centre Sarrailh du CROUS de Paris. On peut également citer le cas de tribunaux et de commissariats de police, etc....

Du reste, cette réalité est attestée par le texte même du règlement de sécurité applicable aux ERP qui, dans son livre II dont les dispositions sont applicables aux ERP des quatre premières catégories, distingue expressément, au sein des ERP, le cas des « locaux ouverts au public » de ceux qui sont « non accessibles au public ».

Ainsi, aux termes des dispositions de l'article GE 1 paragraphe 2, ces deux catégories de locaux ne sont pas soumises aux mêmes contraintes juridiques :

- s'agissant des « locaux ouverts au public », les dispositions du livre II relatives aux aménagements et installations technique sont applicables ;
- en revanche, les « locaux et dégagements non accessibles au public » ne sont pas soumis à ces dispositions, mais « doivent faire l'objet d'un examen spécial de la commission de sécurité ».

3. En l'espèce, les étages R-1 à R-3 et R+4 à R+8 sont des « locaux [...] non accessibles au public », au sens des dispositions de l'article GE 1 paragraphe 2 du règlement de sécurité.

3.1. Il sera d'abord démontré que la condition de l'accessibilité des locaux n'est effectivement pas satisfaite en l'espèce, s'agissant des étages litigieux.

En considérant que « *la circonstance que l'accès aux étages supérieurs serait contrôlé et se ferait uniquement à l'aide d'un badge ou sur invitation [était] sans incidence sur la qualification de ces locaux comme recevant du public au sens de [l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation]* », le juge de première instance n'a pas vérifié si la condition relative à l'accessibilité des locaux était remplie mais s'est borné à examiner celle relative à la catégorie de personnes admises dans les locaux en cause. Ce faisant, il a commis une erreur de droit.

En l'absence de définition de l'accessibilité dans le texte même du règlement de sécurité, il semble possible de se référer au texte de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation.

Aux termes de cet article, les ERP sont constitués « *de tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non* ».

Dès lors que l'accès à ces locaux n'est pas libre, comme c'est le cas en l'espèce, mais soumis à un contrôle et à la possession d'un badge permettant d'accéder aux étages en cause, ceux-ci ne peuvent être considérés comme « accessibles » au public. Je vous renvoie, pour plus de détails sur ce point, à la requête présentée par l'université Paris-VII.

3.2. En tout état de cause, et subsidiairement, il sera fait valoir que les personnes limitativement autorisées à pénétrer dans ces locaux ne sauraient être qualifiées de « public » au sens de l'article GE 1 paragraphe 2 précité.

C'est donc à tort que le juge de première instance a considéré que « les niveaux supérieurs du bâtiment M5b2 comportent des locaux destinés à accueillir des personnes admises dans l'établissement en plus du personnel de l'université ou assimilé, en particulier des secrétariats, des salles de réunion, des salles de conseils, une bibliothèque au niveau R+7 et une salle de documentation au niveau R+8 » et que « les personnes reçues, tels que des chercheurs extérieurs tant à l'Université qu'à ses unités mixtes de recherche, ainsi que des étudiants, participant à des réunions, séminaires et conseils, rencontrant les enseignants et chercheurs ou les secrétariats, ou venant consulter les ouvrages en bibliothèque ou en salle de documentation, ne peuvent être regardés comme membres du personnel de l'établissement au sens de l'article R123-2 du code de la construction et de l'habitation et font ainsi partie du public ».

Le tribunal administratif de Paris a, en effet, une interprétation très large de la notion de « public » et donc une appréciation extrêmement restrictive de la notion de « non-public ». Il va jusqu'à déduire du type de locaux situés dans les étages supérieurs (salles de réunions, de conseils, secrétariats, bibliothèque, salle de documentation) la qualité des personnes – public ou personnel et assimilé – qui fréquentent ces lieux, sans prendre en considération leur véritable statut.

3.3. Sur la nécessité de prendre en compte les statuts des personnes pour déterminer leur qualité de public ou personnel et assimilé :

Un simple exemple peut justifier de cette nécessité : un doctorant qui a un bureau dans le bâtiment, qui vient tous les jours dans le bâtiment, au même titre qu'un enseignant chercheur, devrait être « assimilé » à un personnel de l'université même s'il n'est pas rémunéré par elle. En effet, sa connaissance du bâtiment et sa familiarité avec lui est celle d'un habitant quotidien du bâtiment. Il ne peut pas être considéré comme du public pour l'application de la réglementation relative à la sécurité incendie. Or dans son jugement, le tribunal a estimé qu'un doctorant ne relève pas du personnel de l'université et en a conclu hâtivement qu'il fait partie du public.

Le même raisonnement vaut dans le cas d'un stagiaire travaillant au sein de l'établissement.

Il convient alors justement de préciser un certain nombre de statuts qui semblent devoir être considérés comme devant être « assimilés au personnel ».

3.3.1. En ce qui concerne les membres extérieurs des conseils :

Les membres extérieurs des conseils d'UFR et des conseils de laboratoire dûment désignés comme tels pour toute la durée de leur mandat, accèdent aux locaux non ouverts au public dans la mesure où leur nomination au sein de ce conseil fait d'eux des collaborateurs très réguliers de l'université. Ils doivent donc être considérés comme « assimilés aux personnels » de l'université. Ils viennent régulièrement dans le bâtiment pour chaque conseil et connaissent donc le bâtiment. La liste des personnes concernées est transmise par les composantes ou laboratoires accompagnée des documents attestant de leur qualité de membres de ces conseils aux services compétents de l'université.

3.3.2. En ce qui concerne les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche ou de l'éducation nationale :

Les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche ou de l'éducation nationale ayant des collaborations régulières avec les unités de recherche de l'université accèdent aux locaux ouverts au public. Ils viennent régulièrement dans le bâtiment et le connaissent.

3.3.3. En ce qui concerne les professeurs invités dans le cadre des relations internationales :

Un professeur invité dans le cadre de la campagne d'invitation internationale dispose d'un bureau dans le bâtiment pendant toute la période de son invitation, qui peut aller de quelques semaines à quelques mois. C'est donc un personnel temporaire assimilé au personnel de l'université, disposant d'un bureau dans les locaux non ouverts au public.

3.3.4. En ce qui concerne les doctorants :

Un doctorant accède aux locaux non ouverts au public. Il est officiellement inscrit sur la liste des membres d'une unité de recherche de l'université. Le doctorant est inscrit sur la liste des membres de l'unité de recherche pendant la durée de son inscription en thèse. Il dispose d'un bureau dans le bâtiment. Il connaît le bâtiment, puisqu'il le fréquente régulièrement au même titre qu'un enseignant-chercheur.

En définitive, il n'est pas concevable de restreindre la catégorie des personnes accédant aux locaux ouverts au public aux seuls salariés de l'université. Du reste, les premiers juges ont bien compris qu'une lecture littérale et fermée de l'article R. 123.2 du code de la construction et de l'habitation n'était pas permise puisqu'ils ont ouvert le champ de la catégorie des personnes ne faisant pas partie du « public » aux personnes « assimilées au personnel » de l'université. Ce faisant, ils n'ont cependant pas été au bout de cette logique d'interprétation des textes.

Au terme de cette analyse, il apparaît que la notion de public telle qu'elle est entendue par le juge de première instance qui y inclut des chercheurs, des doctorants, des étudiants

effectuant des travaux de recherche ou des stages, est excessivement générale et ne tient compte ni du fonctionnement réel d'une université ni de l'esprit des textes qui ont été conçus dans une logique de sécurité. Or, cette logique oblige à considérer la notion de public au regard de la connaissance et de la fréquentation qu'en ont les personnes concernées, ce qui justifie que seul soit pris en compte leur statut vis-à-vis de l'université (et de ses unités mixtes de recherche) et/ou leur activité au sein de celle-ci et non la source de leur rémunération.

3.4. Les dispositions de l'article GE 1 paragraphe 2 du règlement de sécurité ont été régulièrement appliquées en l'espèce.

Je rappelle qu'aux termes des dispositions de l'article GE 1 paragraphe 2 du règlement de sécurité, « *Les locaux et dégagements non accessibles au public doivent faire l'objet d'un examen spécial de la commission de sécurité. Selon leur importance, leur destination et leur disposition par rapport aux parties de l'établissement accessibles au public, la commission détermine les dangers qu'ils présentent pour le public et propose éventuellement les mesures de sécurité jugées nécessaires* ».

La visite d'ouverture par la commission de sécurité a donné lieu à une visite de l'ensemble des niveaux de l'établissement (niveaux accessibles au public et niveaux non accessibles au public) ce qui a été à plusieurs reprises attesté par les personnes présentes à cette visite. Les préconisations énoncées par la commission de sécurité concernent l'ensemble du bâtiment, de même que les installations techniques et de sécurité concernent l'ensemble des niveaux. Dans ces conditions, tant lors de l'analyse des demandes de permis de construire que lors de la visite d'ouverture, les niveaux supérieurs ont bien fait l'objet d'un examen par la commission de sécurité défini comme "examen spécial" par l'article GE 1 §2. Vous trouverez ci-joint copie du procès-verbal de la visite de la commission de sécurité et de l'arrêté d'ouverture du bâtiment, mentionnant le bâtiment comme un ensemble dont une partie n'est pas ouverte au public (PJ n°2).

Ainsi qu'il l'a été précisé plus haut, la commission de sécurité, notamment pour les locaux non accessibles au public, a rendu un avis favorable le 19 avril 2010 (PJ n° 2).

4. Le tribunal a également commis une erreur de droit en faisant application des dispositions des articles CO3 et CO4 du règlement de sécurité relatives au nombre de façades accessibles requis s'agissant des locaux recevant du public. En effet, ces dispositions sont inopérantes, en l'espèce ; les étages litigieux relevant, comme cela a été démontré plus haut, des dispositions de l'article GE 1 paragraphe 2 précité.

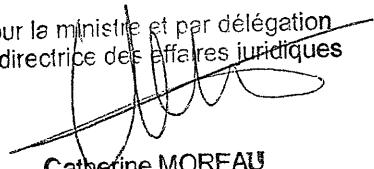
Il sera rappelé, à ce titre, que pour ces étages, toutes les prescriptions d'accessibilité des façades émises lors de l'instruction du permis de construire ont été respectées et vérifiées lors de la visite de la commission de sécurité incendie.

Il résulte de ce qui précède que le permis de construire attaqué n'est entaché d'aucune illégalité.

Pour ces raisons, je demande :

- l'annulation du jugement attaqué ;
- le rejet de la demande d'annulation de l'arrêté du 28 avril 2010, par lequel le préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, a délivré un permis de construire pour le bâtiment universitaire sur l'îlot M5B2.

Pour le ministre et par délégation
La directrice des affaires juridiques



Catherine MOREAU

PIECES PRODUITES DEVANT LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS

PIECE n° 1 : jugement n° 1012456 du 2 juillet 2013 par le tribunal administratif de Paris en date du 2 juillet 2013

PIECE n° 2 : arrêté du préfet délivrant le permis de construire n° 075-113-09-P0050 en date du 28 avril 2010.